



Termes de référence

Étude sur l'impact de la coopération internationale sur le
développement en Haïti

Titre du poste:	Consultant pour une étude sur l'impact de la coopération au développement
Lieu:	Port-au-Prince
Type de contrat :	Consultation (internationale)
Durée du contrat :	65 Days
Date de l'affectation:	A confirmer
Starting date:	TBC

A. Description du projet

À la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti, le système de coordination de l'aide externe a été restructuré afin de faire face à l'afflux massif des fonds de coopération. La Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) a été mise en place afin de coordonner ces flux. Afin de permettre une coordination de l'aide externe durable, le Cadre de coordination de l'aide externe au développement d'Haïti (CAED) a été créé en 2012, ainsi que le module de gestion de l'aide externe (MGAE) afin de rendre ces flux transparents.

En parallèle, les discussions concernant l'efficacité de la coopération au service du développement ont évolué et se sont enrichies des expériences des différents États membres des Nations unies. Ainsi, à la suite de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et le programme d'action d'Accra, le Partenariat de Busan a été adopté en 2011. Cet accord tire les leçons apprises des déclarations précédentes et rationalise le travail concernant l'efficacité de l'aide autour de quatre principes et dix indicateurs de suivi de l'avancée de leur mise en œuvre. Il est important également de rappeler la Résolution sur l'adoption du Programme de développement durable en 2015, le programme d'action d'Addis Abeba sur le financement du développement et l'adoption des Principes de Kampala en 2019 adressant la participation du secteur privé au développement mondial.

Dans cette dynamique, le Gouvernement d'Haïti a participé en 2018 au troisième round du monitoring de Busan qui a permis au pays de se doter d'une première évaluation objective de l'état du fonctionnement de la coordination de l'aide en Haïti et plus généralement de l'avancée d'Haïti et de ses partenaires dans la réalisation des principes de Busan pour une coopération au développement efficace.

Depuis 2009, les volumes de l'aide publique au développement en Haïti sont plutôt stables, en 2009 l'APD s'élevait à 1.015 milliards de dollars, 1.135 milliards en 2013 et 0.99 milliards en 2018, soit une variation de plus au moins 130 000 dollars. 72% de ces flux sont engendrés par la coopération bilatérale. Il est important de noter qu'entre 2010 et 2012 les volumes de l'aide ont été bien plus importants dû à l'élan de solidarité internationale pour venir en appui à l'État Haïtien suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010 (2.9 milliards de dollars ont afflué vers Haïti cette année-là) (Voir annexe 2 sur la comparaison de des volumes de l'APD face aux chocs et conflits).

Le bilan concernant les volumes de l'aide doit être corroboré d'une comparaison avec les chiffres du produit national brut afin de donner une perspective sur l'influence de l'APD sur

l'économie haïtienne. En 2009 la part de l'APD représentait 15.1% du PNB et 10.2% en 2018. En comparaison, la part des transferts de la diaspora représentait 32.6% du PNB en 2018 et la part des investissements directs étrangers 1.1%. De plus, il est intéressant de noter que d'après les données de l'OCDE sur les États fragiles et leur dépendance à l'aide externe, Haïti se trouve à 4/5 sur l'échelle de la dépendance à l'aide externe (cette évaluation prend en compte la part de l'APD dans le PNB, le total de l'APD et de l'aide humanitaire par capita).

Le type d'aide reçu par Haïti est varié puisque cela comprend autant l'aide budgétaire (73.675 millions en 2009 et 13.169 en 2018 -en comparaison, la Somalie a reçu 9.702 millions en 2009 et 51.504 en 2018), la coopération bilatérale (72% de l'APD en 2018), la coopération multilatérale que les prêts. Ainsi, il est possible de constater que les indicateurs du développement et l'instabilité politique influent sur le type d'aide reçu, notamment l'aide budgétaire.

Plusieurs études ont été menées sur l'état de la coopération internationale en Haïti et les réorientations nécessaires à mettre en œuvre. Toutefois, l'analyse rapide de l'APD en Haïti démontre que l'APD en Haïti s'oriente donc principalement vers les services sociaux et les Infrastructures sociales, et seulement une minorité des fonds sont utilisés de façon multisectorielle. Il faut aussi noter que 37.5 millions de dollars ont été consacrés en 2018 aux coûts administratifs des bailleurs de fonds (voir annexe 2 pour une comparaison de ces chiffres avec d'autres États fragiles). Enfin, la majorité de l'APD soutien des activités de développement et l'aide humanitaire reste moindre malgré l'aggravation des indicateurs de l'insécurité alimentaire.

Bien que la mesure de l'impact de l'aide sur le développement d'un pays est un travail complexe au niveau méthodologique, puisque d'autres facteurs externes influent sur les résultats des programmes et projets ; le gouvernement a formulé le souhait de mesurer l'impact de la coopération externe sur le développement d'Haïti depuis 2012. En septembre 2019 le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement a publié les résultats du troisième round de la mise en œuvre des principes de l'efficacité du développement. Ces résultats ont démontré que des progrès étaient nécessaires en matière de coordination de l'aide. Cette étude permettrait d'analyser non seulement l'impact sur les indicateurs de développement, mais aussi les pratiques de la coopération internationale au développement. Cette étude préliminaire permettrait au gouvernement d'Haïti de démarrer la réalisation du politique publique de coopération internationale et de gestion de l'aide externe. Le démarrage de cette étude se fera de façon coordonnée avec l'ensemble de la communauté internationale afin d'assurer la compréhension et la participation de toutes et tous à cette étude.

Une Baseline sera établie en amont du démarrage de l'étude afin de faciliter la réalisation de celle-ci.

B. Etendue des travaux

Le consultant appuiera le coordonnateur national du CAED au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération externe et travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble de la communauté internationale afin de mener à bien les tâches suivantes :

- Établir une méthodologie permettant de mener à bien l'étude ;
- Mener des enquêtes auprès des entités du gouvernement, des coopérants, des organisations non gouvernementales, des bénéficiaires des projets et programmes de coopérations ;
- Analyser les méthodes de travail des coopérants ;
- Analyser les indicateurs de développement en Haïti ;
- Mesurer les résultats d'un échantillonnage (méthodologie de choix d'échantillonnage et des secteurs à inclure dans la méthodologie de l'étude) de projets et programmes dans différents secteurs sur le développement et mesurer le changement apporté (incluant PIB et PIB sectoriels) ;
- Produire un document final d'analyse proposant les leçons apprises des pratiques de la coopération internationale en Haïti et son impact sur le développement en Haïti.

C. Résultats attendus et livrables

Livrables	Durée	Echéancier (dates)	Révision et approbation requises
Document de méthodologie de travail	5 jours		
Rapport préliminaire de l'étude	10 jours		
Rapport contenant Analyse des indicateurs du développement en Haïti, Analyse des méthodes de travail des coopérants, analyse des tendances des secteurs supportés par la coopération internationale	10 jours		
Mission terrain	20 jours		
Rapport final résultats des enquêtes de terrains et des résultats du changement apporté par les projets et programmes des PTF et contenant un manuel des procédures de la mise en œuvre de l'étude.	20 jours		

D. Arrangement Institutionnel

Le consultant sera contracté par le projet post-catastrophe du PNUD.

E. Durée de la mission

La durée du contrat est de 65 jours devant se dérouler.

F. Lieu d'affectation

Port-au-Prince et régions

G. Qualifications requises

- Diplôme de master en économie, économie du développement ou un domaine lié ; un Doctorat serait un avantage majeur.
- Au moins 15 ans d'expérience pertinentes en lien au cycle de projet, gestion de projets au niveau national et international requises ;
- Au moins 8 ans d'expérience en suivi et évaluation requises ;
- Au moins 8 ans d'expérience en analyse économique requises ;
- Connaissance du système des Nations unies et du système de coopération internationale et des partenaires du développement est souhaitable ;
- Connaissance de l'agenda de la coopération efficace au service du développement est un atout ;
- Expérience en Haïti et connaissance des institutions gouvernementales haïtiennes est un atout ;
- Expérience dans des contextes fragiles est un atout ;
- Français courant obligatoire.

H. Proposition financière et calendrier de paiements

a) *Lump Sum Amount*

- i) Lump sum amount must be "all-inclusive";
- ii) Contract price is fixed regardless of changes in the cost components;

I. L'offre doit être présentée comme suit :

- a. Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité dûment remplie ;
- b. CV détaillé ou le formulaire P11;
- c. Brève description des raisons pour lesquelles vous estimez que vous êtes la personne la plus apte à fournir cette consultation ainsi que l'approche méthodologique que vous allez utiliser (proposition technique).
- d. Proposition financière indiquant le coût total fixe pour la durée du contrat (tout compris), appuyé par une ventilation des coûts, selon le modèle fourni.

J. Critères de sélection de la meilleure offre

- a. Méthode de notation combinée - où les qualifications et la méthodologie seront pondérées au maximum de 70%, et combinée avec l'offre de prix qui sera pondérée au maximum de 30% ;